



OFFICE DE L'ELEVAGE

Division Etudes & Prospectives

JP ZÉGERS

Tél. : 01.73.30.32.44

✉ jean-pierre.zegers@office-elevage.fr

Les structures de production de lait de vache au 1^{er} avril 2007

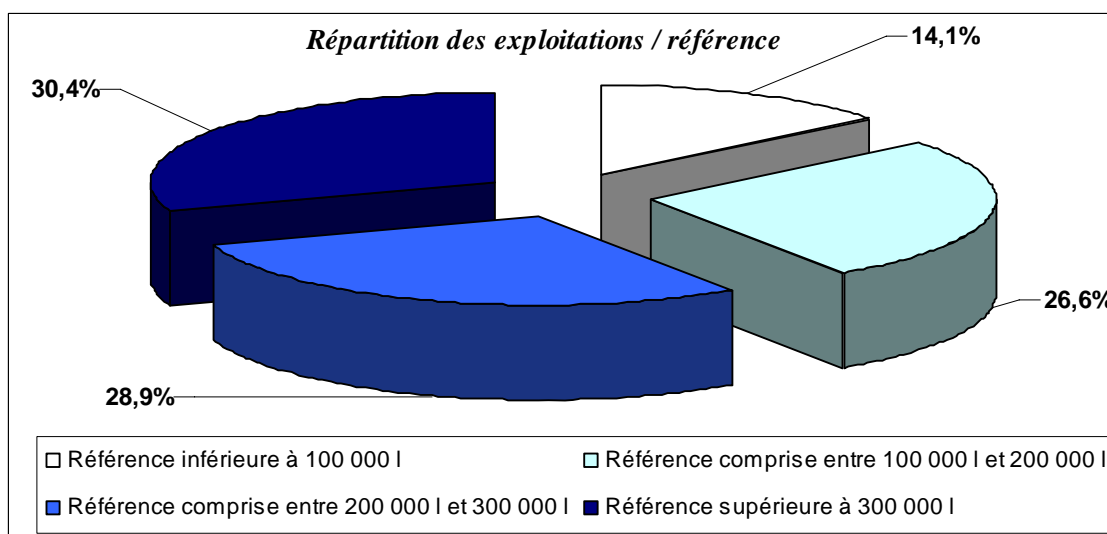
(exploitation du fichier des producteurs détenteurs d'une
quantité de référence laitière – extraction du 04/01/2008)

I/ ETAT DES LIEUX

Au 1^{er} avril 2007, **92.821** exploitations laitières sont détentrices d'une quantité de référence laitière en France (-5,3 % par rapport à l'an dernier).

Si l'on considère uniquement les exploitations laitières livrant essentiellement en laiteries (présentant au moins 80 % de référence « livraison »), leur nombre s'établit à **89.920** (-5,3 % par rapport à 2006), pour une référence totale moyenne de **256.069 litres** (+5,9 % par rapport à 2006).

En 2007, la répartition de l'ensemble des exploitations, par tranche de référence de 100.000 litres, est la suivante :



Le tableau récapitulatif des effectifs et des références moyennes par type de producteur (livreur, vendeur direct) est présenté ci-dessous :

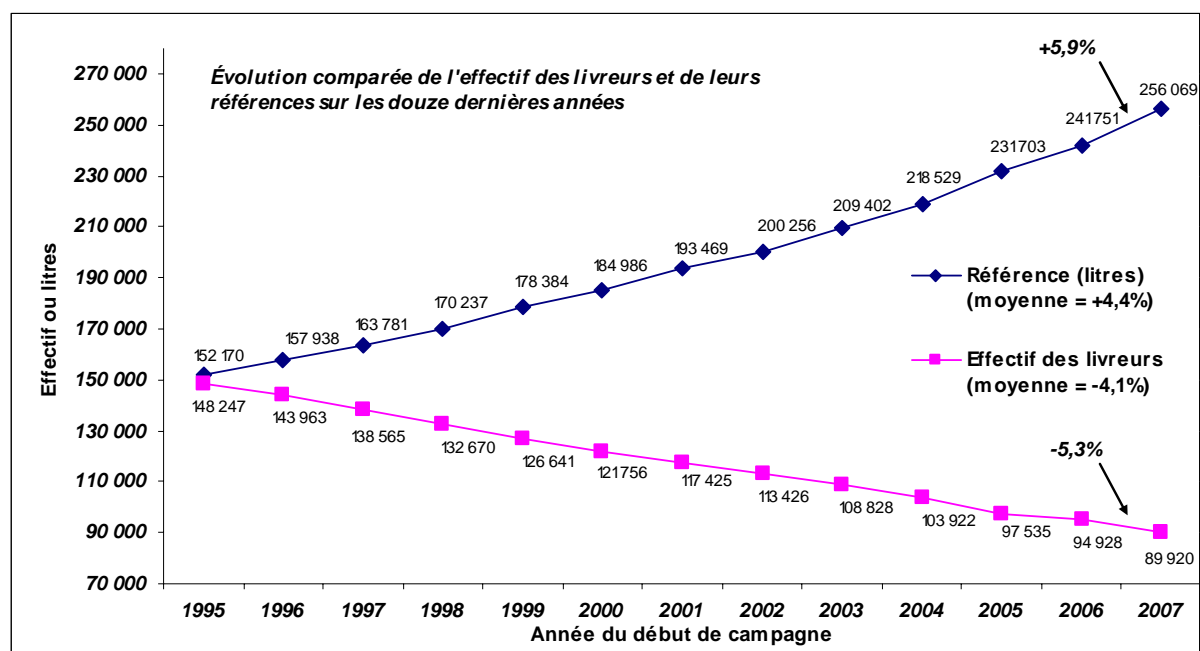
	Effectif				Réf moy (litres)			Réf totale (x 1000 litres)		
	2006-07	2007-08	Δ	év%	2006-07	2007-08	év%	2006-07	2007-08	év%
Total producteurs	97 970	92 821	-5 149	-5,3	239 031	252 992	5,8	23 417 822	23 482 946	0,3
dont Livreurs (Livraison/Total ≥ 80%)	94 928	89 920	-5 008	-5,3	241 751	256 069	5,9	22 948 907	23 025 764	0,3
VD (Livraison/Total < 80%)	3 042	2 901	-141	-4,6	154 147	157 595	2,2	468 915	457 182	-2,5
dont VD purs	1 572	1 516	-56	-3,6	78 713	79 768	1,3	123 737	120 928	-2,3

II/ RESTRUCTURATION - LE MOUVEMENT S'ACCÉLÈRE EN 2007

La baisse du nombre de livreurs s'accélère en 2007 (-5,3 %, soit -5.008 exploitations), alors que 2006 avait connu une diminution moindre (-2,7 %, soit -2.607 exploitations).

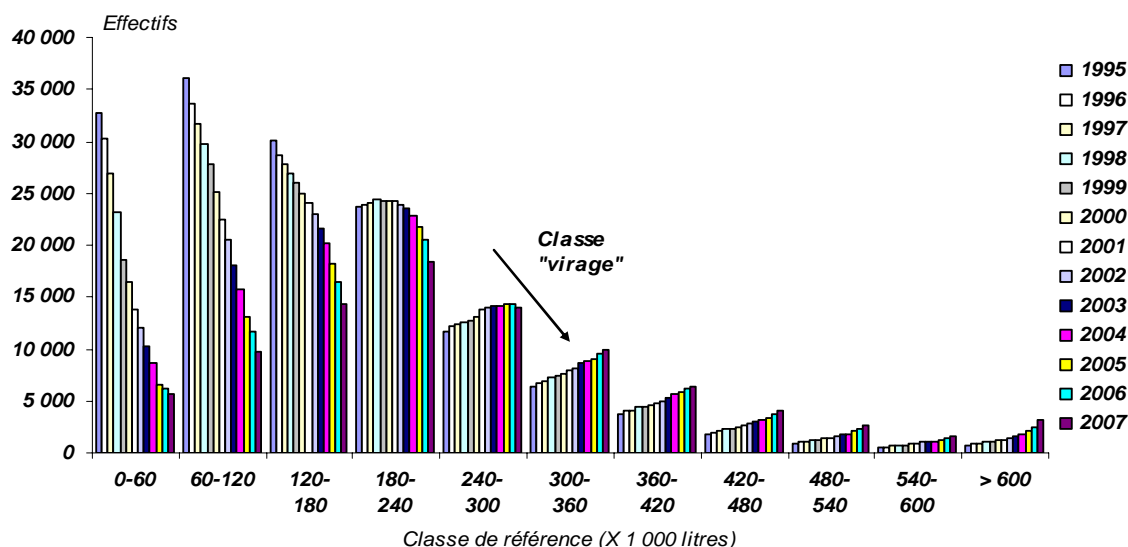
Ce rythme reste inférieur à celui observé en 2005 (-6,1 %, soit -6.539 exploitations) qui avait été particulièrement accentué par l'accroissement des cessations laitières lié à la revalorisation du barème de l'aide à la cessation laitière (ACAL) cette même année. Mais, il est supérieur à la moyenne des 12 dernières années (de l'ordre de -4 %).

L'augmentation de la référence moyenne en 2007 est de 5,9 %, alors que celle-ci progressait en moyenne de 4,4 % depuis 1995.



Évolutions différenciées suivant l'importance de la quantité de référence

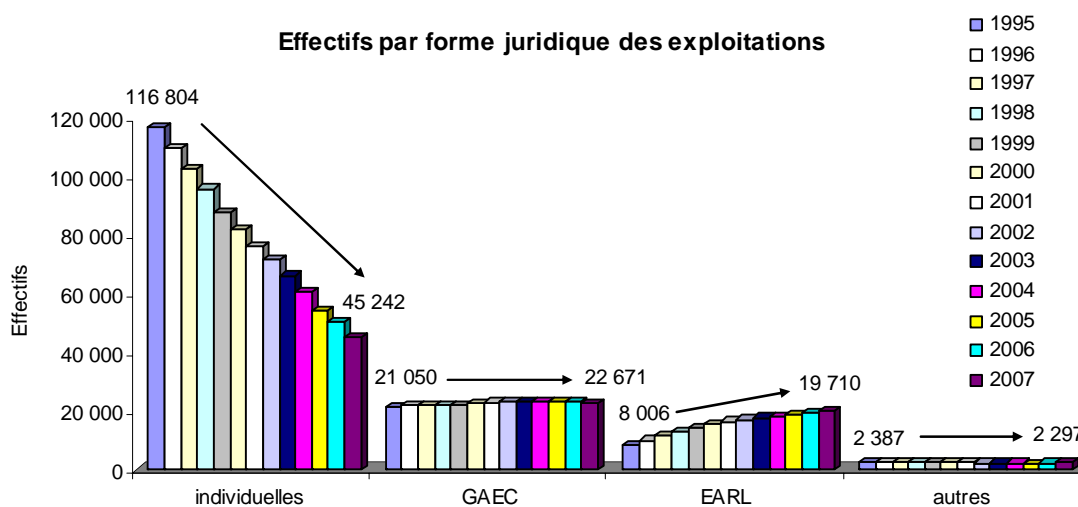
L'observation de l'évolution des effectifs de livreurs par classe de référence permet d'identifier les catégories de taille pour lesquelles la perte d'exploitations est permanente, et celles qui progressent.



La tendance à la stabilité de l'effectif de livreurs de la classe de référence "240-300 000 litres" observée depuis 4 campagnes s'estompe puisque l'effectif de cette classe diminue pour la première fois en 2007, alors que la classe "300-360 000 litres" continue sa progression. La classe "virage" pour laquelle l'effectif reste stable se situe donc, désormais, autour de 300.000 litres, traduisant ainsi une **élévation du seuil considéré comme viable** pour la reprise d'ateliers laitiers.

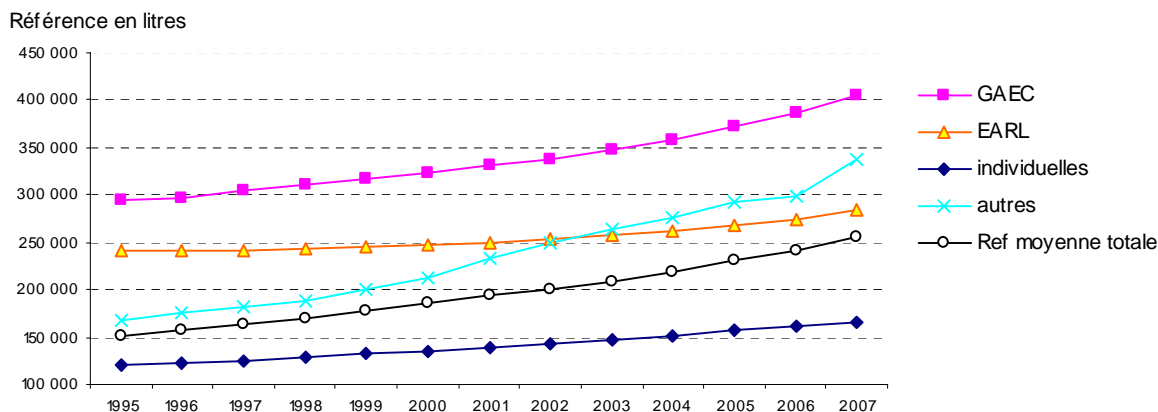
III/ PHENOMENE SOCIETAIRE - CONTINUE

L'augmentation de l'importance des sociétés laitières, en termes d'effectif et de référence globale, se poursuit dans la continuité de la tendance observée depuis 1995. En ce qui concerne les effectifs, la diminution du nombre d'exploitations est essentiellement le fait des exploitations individuelles (*baisse de 61 % en 12 ans*). Le nombre de GAEC (+ 7,7 % depuis 1995) et autres formes sociétaires (SCEA, ...) (- 3,8 %) reste globalement stable, tandis que les EARL progressent nettement (+ 146 %).



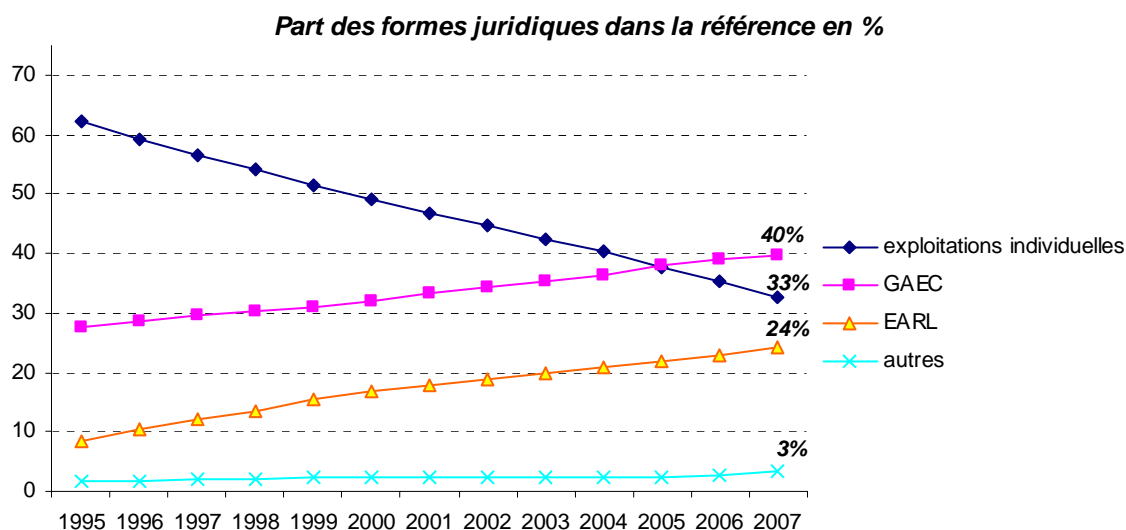
En termes de quantité de référence moyenne, les EARL (+ 9.600 litres) et les exploitations individuelles (+ 4.900 litres) progressent moins vite que la moyenne nationale (+ 14.300 litres), tandis que les GAEC (+ 17.500 litres) affichent une progression supérieure à la moyenne nationale.

Evolution de la référence moyenne des exploitations



Les poids des GAEC et des EARL dans la référence totale progressent de 1 % en 2007 et atteignent respectivement 40 % et 24 %. Mais si l'augmentation du nombre d'exploitations explique cette situation pour les EARL, c'est l'accroissement de la taille des GAEC qui permet principalement à ces formes sociétaires d'accroître leur poids économique.

Les exploitations individuelles ne représentent plus que le tiers de la référence globale et la moitié du nombre total d'exploitations laitières.



IV/ PARTICULARITES GEOGRAPHIQUES

Zones défavorisées et zones de montagne

La répartition du nombre de livreurs et de la référence entre zones géographiques évolue autour des valeurs suivantes.

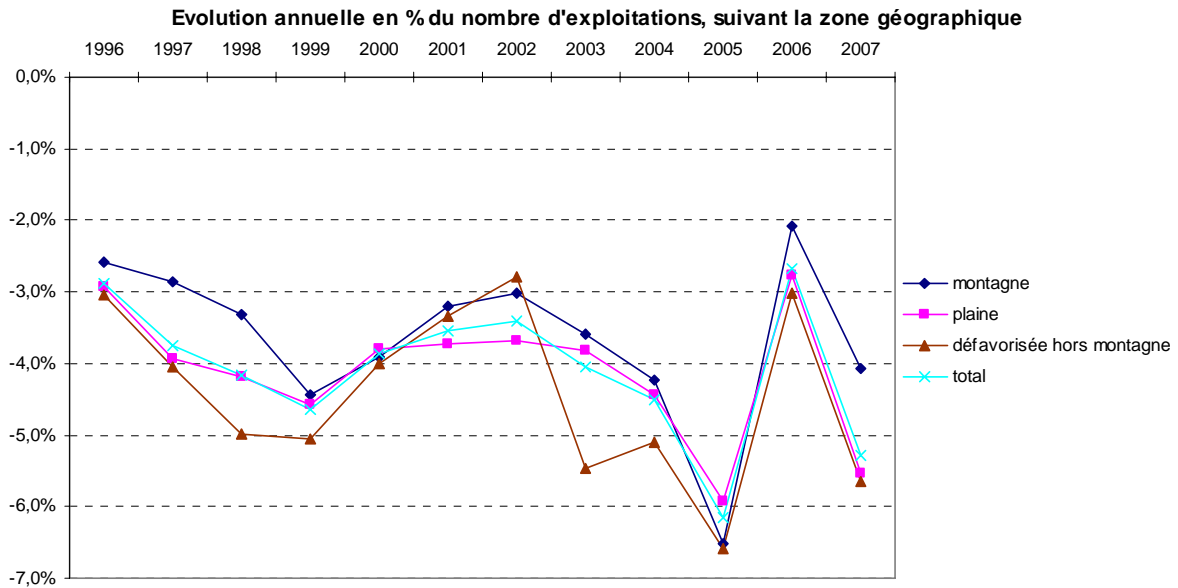
Zone	% des exploitations	% de la référence
Plaine	63,9%	69,3%
Montagne	19,6%	13,5%
Défavorisée (<i>hors montagne</i>)	16,5%	17,2%

Cette répartition n'a pas été fondamentalement modifiée au cours des dix dernières années, et on constate que la dynamique de restructuration diffère peu suivant les zones au cours de cette dernière campagne.

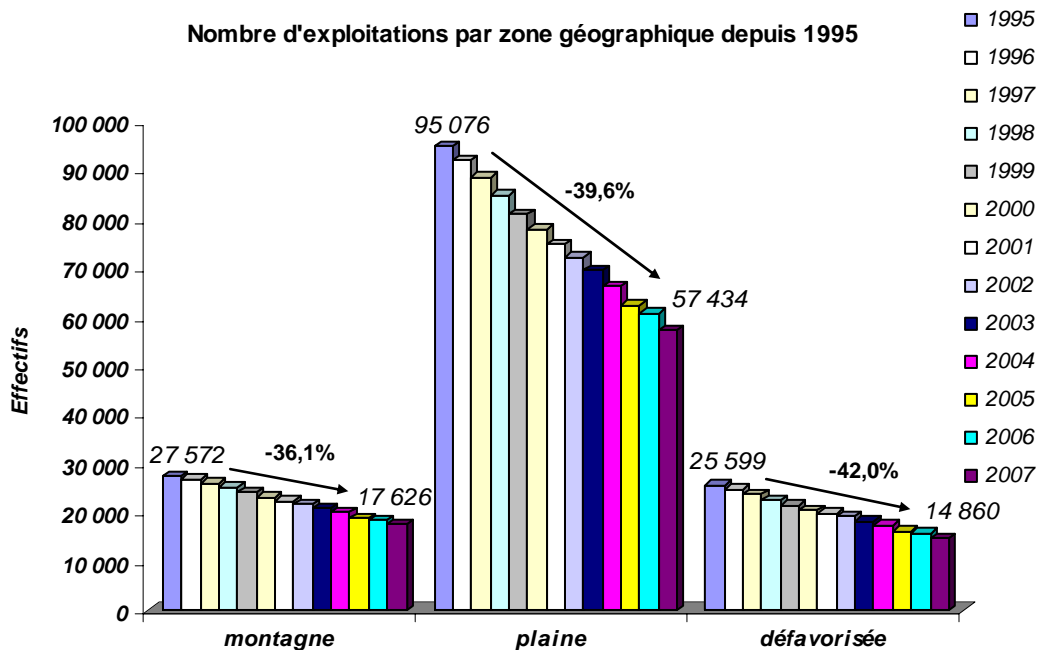
On peut noter néanmoins qu'en zones de montagne, le mouvement de restructuration semble légèrement plus faible, avec une baisse des effectifs moindre que dans les autres zones.

	Effectif				Réf moy (litres)			Réf totale (x 1000 litres)		
	2006-07	2007-08	Δ	év%	2006-07	2007-08	év%	2006-07	2007-08	év%
Zone de plaine	60 806	57 434	-3 372	-5,5	261 657	278 018	6,3	15 910 316	15 967 662	0,4
Zone défavorisée hors montagne	15 750	14 860	-890	-5,7	252 593	266 328	5,4	3 978 343	3 957 634	-0,5
Zone de montagne	18 372	17 626	-746	-4,1	166 571	175 903	5,6	3 060 248	3 100 468	1,3

Le graphique suivant confirme que le taux de diminution du nombre d'exploitations a augmenté en 2007 pour atteindre des niveaux proches des plus importants observés depuis 1996.



L'histogramme suivant illustre la diminution des effectifs par zone géographique depuis 1995.



Particularités départementales

Une répartition globalement stable

Les cartes actuelles de localisation géographique des exploitations laitières et de la référence moyenne par département sont peu différentes de celles précédemment présentées.

Le "croissant laitier" :

Les départements regroupant le **plus grand nombre d'exploitations** sont ceux qui forment le "croissant laitier" englobant tout le Grand Ouest, la Basse et la Haute-Normandie, le Nord, le Grand Est, l'Auvergne, l'Aveyron, et enfin les Pyrénées-Atlantiques. La population des départements du « croissant laitier » dépasse le plus souvent le seuil des 1.200 livreurs. Deux départements : l'Ille et Vilaine et la Manche dépassent le seuil des 5.000 livreurs.

Voir Carte 1 – Nombre de livreurs par département en 2007.

Le Nord de l'axe "Bordeaux-Genève" et le Sud-Ouest :

La répartition géographique des structures laitières suivant **leur taille** s'articule autour d'un axe Est-Ouest, séparant le Nord où les ateliers laitiers disposent, dans presque tous les départements concernés, d'une quantité de référence supérieure à la moyenne nationale (256.000 litres), du « Grand Sud-Est » où les moyennes y sont le plus souvent inférieures.

La zone reliant la Gironde aux Pyrénées Orientales, au rythme important de restructuration, a vu progressivement la plupart de ces départements franchir le seuil de la moyenne nationale, alors qu'en 2000 tous ces départements étaient encore en-dessous de cette moyenne.

Voir Carte 2 – Référence moyenne par département en 2007.

Des dynamiques divergentes :

Entre 2000 et 2007, le **nombre de livreurs** a diminué de 26 % au niveau national. Une analyse du rythme de la restructuration des exploitations laitières entre 2000 et 2007 nous amène à distinguer 3 grandes zones en fonction du rythme de diminution du nombre de livreurs par rapport à la moyenne nationale.

1/ zone de restructuration faible (inférieure à 20 %) :

Seuls 3 départements du quart Nord-Est ont perdu moins de 20 % de livreurs entre 2000 et 2007 :

- la Nièvre, la Meuse et le Doubs.

2/ zone de restructuration importante (supérieure à 30 %) :

Quatre zones de forte restructuration peuvent être observées :

- le **Sud-Ouest** : c'est la principale région de restructuration avec des taux élevés dans les *Pyrénées-Orientales* (58 %) et en *Gironde* (46 %).
- le **Centre-Sud-Est** : avec notamment l'*Isère* qui a perdu 37 % de livreurs sur cette période.
- le **Centre-Nord-Ouest** : avec 7 départements ayant perdu entre 30 et 35 % de livreurs (*région allant de l'Indre et Loire à la Côte d'Or*)
- le **pourtour de l'Île de France** : avec notamment trois départements :
 - * l'*Eure* (33 %), l'*Eure et Loir* (30 %) et l'*Aisne* (31 %).

3/ zone de restructuration moyenne (comprise entre 20 et 30 %) :

Cette zone correspond à tous les départements hors des zones citées ci-dessus. On peut observer que ces départements correspondent le plus souvent au croissant laitier évoqué ci-dessus.

Voir Carte 3 – Diminution (en %) du nombre de livreurs entre 2000 et 2007.

CONCLUSION

Globalement, l'année 2007 ne présente pas de bouleversement majeur du paysage laitier, mais cependant une **légère accélération des restructurations avec une baisse de 5,3 % du nombre de livreurs** après une année 2006 qui avait connu une diminution moindre (- 2,7 %). On recense ainsi, en 2007, **92.821 producteurs** dont **89.920 livreurs**.

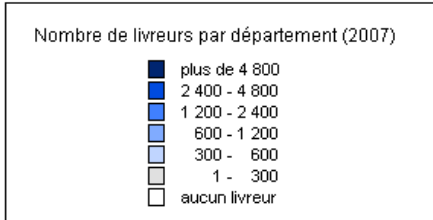
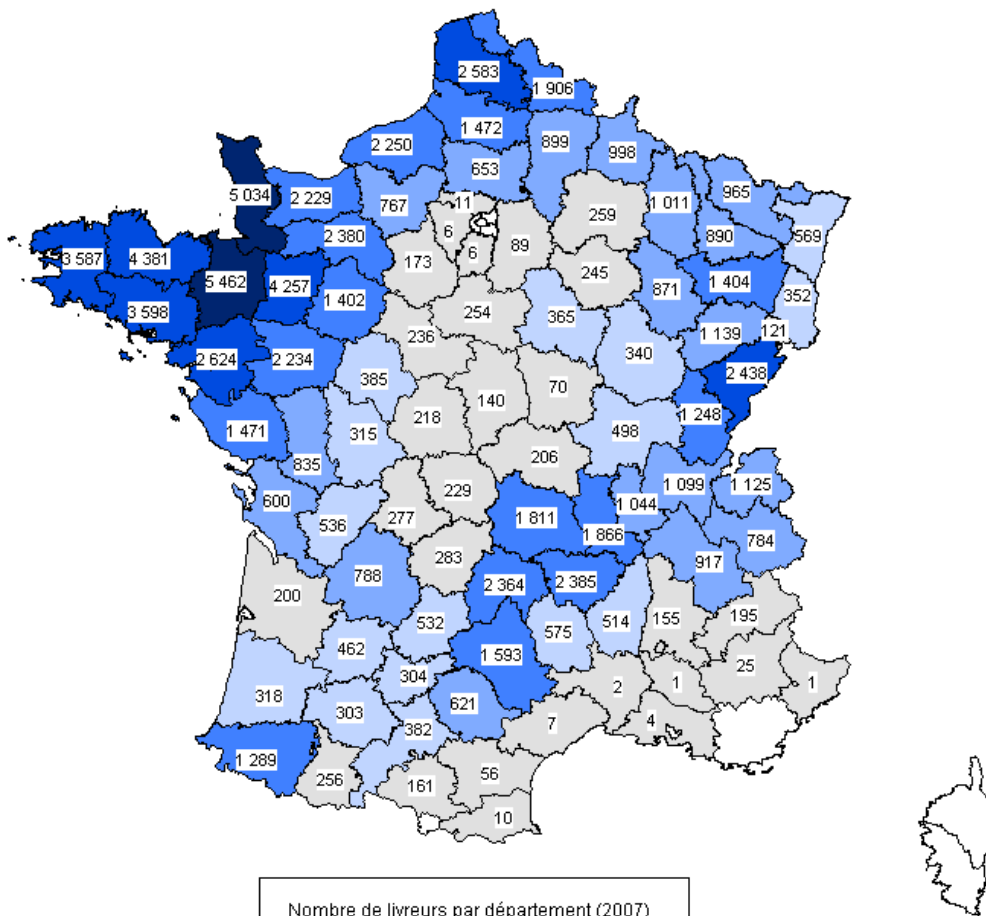
Parallèlement, **on constate une augmentation de la taille des structures, la référence moyenne des livreurs atteignant 256.000 litres**. Ce phénomène est notamment lié à l'accélération du phénomène sociétaire (*le quota détenu par les formes sociétaires représentant désormais 67 % du quota national*).

Le rythme des restructurations semble s'accélérer particulièrement dans la région Sud-Ouest dont plusieurs départements ont perdu plus de 40 % de livreurs depuis 2000, alors que le rythme moyen de baisse au niveau national a été de 26 % sur cette période.

Plusieurs raisons peuvent expliquer ces évolutions, notamment :

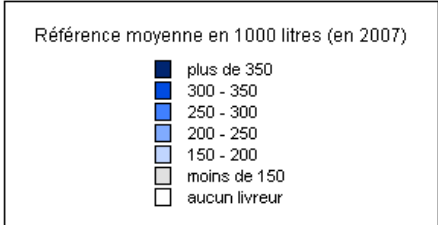
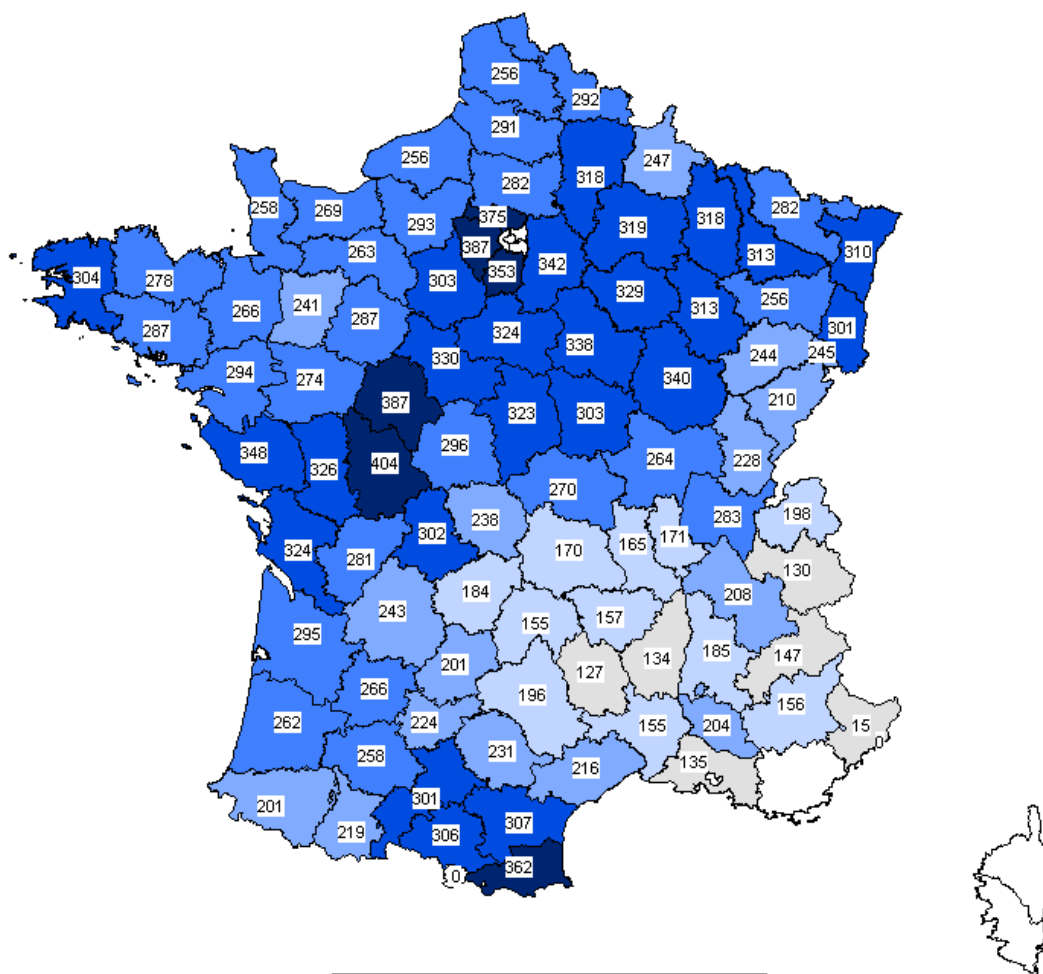
- la **mise en place du découplage en France à partir de 2005** : l'Aide Directe Laitière (ADL) ayant été incluse au Droit à Paiement Unique (DPU) cette même année.
- la **baisse du prix du lait** (- 13 % de 2001 à 2006) qui a pu inciter certains éleveurs laitiers à stopper leur activité.
- la **hausse du prix des céréales** : qui a contribué à la conversion de certains ateliers laitiers, notamment dans le Sud-Ouest.

Carte 1 - Nombre de livreurs par département (2007)



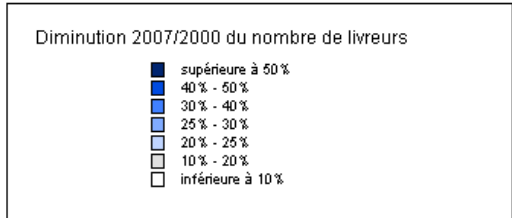
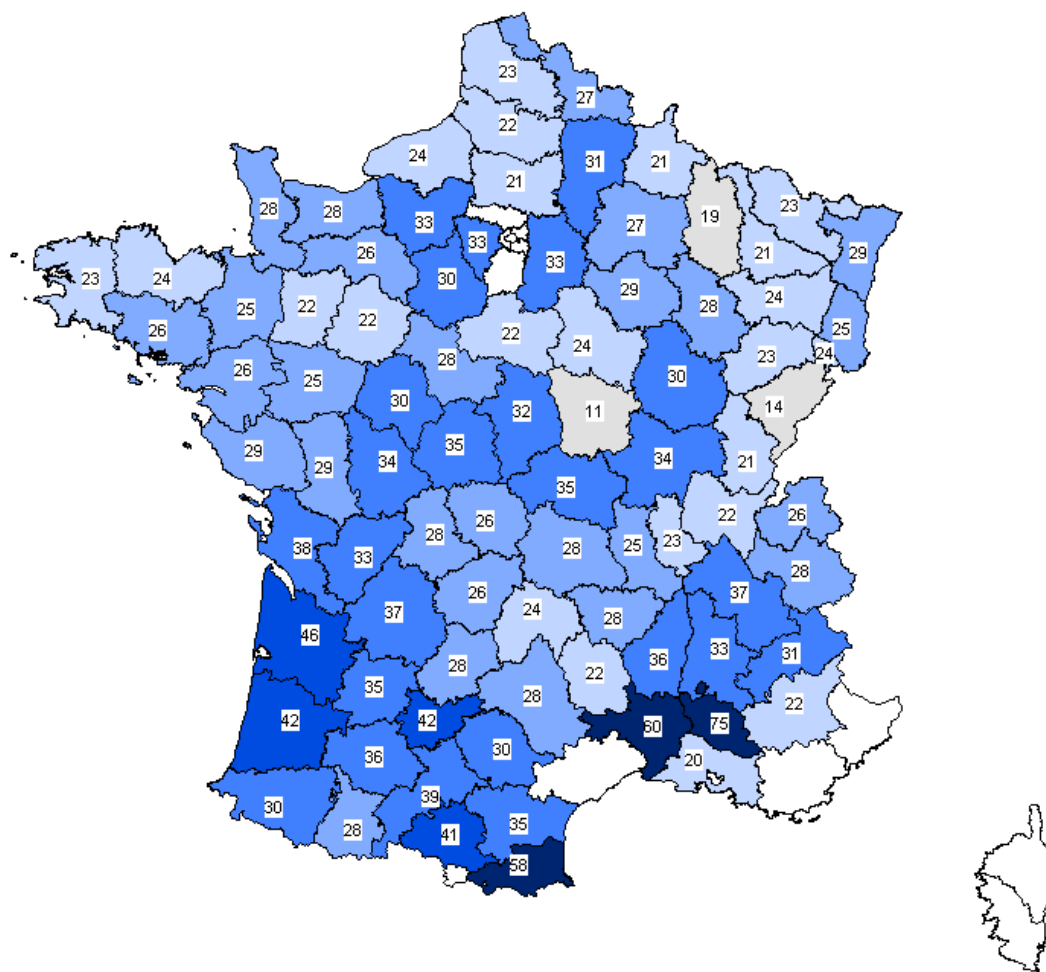
Source : Office de l'Elevage

Carte 2 - Référence moyenne par département (2007)



Source : Office de l'Elevage

Carte 3 - Diminution (en %) du nombre de livreurs entre 2000 et 2007



Source : Office de l'Elevage